

**PLATEFORME
MUNICIPALE**

ÉLECTION
FÉDÉRALE
2021

POUR DES
ENGAGEMENTS
CONCRETS POUR
LES RÉGIONS

A O Û T 2 0 2 1



FÉDÉRATION
QUÉBÉCOISE DES
MUNICIPALITÉS

porte-parole
DES RÉGIONS



M E S S A G E D U P R É S I D E N T

La pandémie changera nos vies et les gouvernements devront prendre les bouchées doubles pour relancer l'économie des régions. La responsabilité du gouvernement fédéral est grande à ce chapitre, et c'est pourquoi la Fédération québécoise des municipalités (FQM) publie, à titre de porte-parole des régions, cette plateforme dans laquelle elle interpelle les formations politiques actuellement en lice pour connaître leurs engagements envers ses membres. Les changements climatiques, les infrastructures et les services cellulaires sont autant de domaines qui requièrent une évolution rapide des pratiques du gouvernement fédéral. Quels sont les engagements des formations politiques et des candidats aux élections du 20 septembre 2021? Les élus-es des communautés locales et régionales attendent de connaître le contenu des engagements pour arrêter leur choix.

JACQUES DEMERS

Président
Maire de Sainte-Catherine-de-Hatley
Préfet de la MRC de Memphrémagog

CONNECTER L'ENSEMBLE DES RÉGIONS

Pour que le gouvernement fédéral offre les mêmes infrastructures de communication à toutes les régions

Le Canada est un immense territoire et les défis à relever sont importants pour connecter l'ensemble des territoires. Au Québec, l'engagement d'assurer l'accès à Internet haut débit à tous d'ici septembre 2022 est en voie de réalisation, mais la problématique du service cellulaire demeure entière dans plusieurs régions. Or, il s'agit maintenant d'un élément fondamental de la vitalité et de l'avenir des territoires, les moindres opérations quotidiennes s'opérant maintenant en utilisant le

réseau cellulaire. Que ce soit en agriculture, en foresterie, pour les opérations d'urgence ou pour la gestion de toutes les entreprises, le gouvernement du Canada doit régler ce problème s'il veut assurer l'avenir économique et la sécurité des régions.

Le gouvernement du Canada est responsable de l'offre du service cellulaire au Canada. Aussi, la FQM demande au gouvernement fédéral d'investir les sommes suffisantes et de prendre les moyens nécessaires pour forcer les entreprises à déployer le service cellulaire et la technologie 5G partout sur le territoire, dans toutes les régions du Québec.

CONTRE LA PÉNURIE DE MAIN-D'ŒUVRE

Plusieurs interventions nécessaires

Le constat est connu depuis longtemps, les institutions, les entreprises et les organismes des régions peinent à combler leurs besoins en main-d'œuvre. Le vieillissement de la population accentuant le problème, la formation, l'immigration et l'adaptation des mesures d'incitation au travail constituent des pistes intéressantes pour attaquer ce problème. La FQM invite donc les partis politiques fédéraux à faire connaître leurs propositions pour solutionner les problèmes de main-d'œuvre dans les régions du Québec.

L'immigration comme une des pistes de solution

L'immigration est vue par plusieurs comme une solution porteuse pour contrer la pénurie de main-d'œuvre. Ces dernières années, les MRC, les municipalités et les groupes ont mis leurs forces en commun pour bonifier l'accueil, l'intégration et la francisation des nouveaux arrivants dans nos communautés. Les services de développement sont aussi associés aux entrepreneurs de leur territoire pour procurer de l'emploi à ces personnes. De plus, l'immigration représente pour les municipalités un moyen pour assurer la pérennité de la communauté.

Par les ententes conclues depuis 1977, l'immigration est une responsabilité partagée entre le gouvernement du Canada et celui du Québec. La FQM demande ainsi aux formations politiques quelles sont leurs propositions pour favoriser

l'immigration dans les régions du Québec, pour amener les deux niveaux de gouvernement à adopter un plan commun, incluant les MRC et les municipalités pour l'accueil des personnes issues de l'immigration.

Multiplier les offres de formation et introduire des incitatifs au travail

Les programmes canadiens de formation des travailleurs doivent être adaptés aux nouvelles réalités du marché du travail. En matière de formation, les besoins en région sont criants. L'offre de formation est souvent concentrée dans les grands centres et elle correspond rarement aux critères des entreprises et organisations. Aussi, la FQM demande aux formations politiques de prioriser la conclusion d'une entente avec le gouvernement du Québec pour répondre à cette urgence.

Le nombre d'emplois disponibles dans nos communautés constitue un autre volet qui doit être abordé sous un angle différent. Une force de travail existe et la FQM demande aux formations politiques de s'engager sur des mesures concrètes pour inciter au travail. Par exemple, quelles mesures proposent les candidats aux élections pour ramener différents prestataires de mesures de soutien au revenu sur le marché de l'emploi? Quelles sont les propositions des partis politiques pour inciter les personnes expérimentées à demeurer en emploi? Des pistes d'actions urgentes pour que les régions puissent elles aussi relancer leur économie.

FINANCER LES INFRASTRUCTURES MUNICIPALES

Pour que le gouvernement fédéral investisse les montants suffisants selon les priorités des municipalités

Les municipalités ont la responsabilité de la majeure partie des infrastructures au Canada. Pourtant, leurs sources de financement sont moindres que les autres niveaux de gouvernement et elles n'arrivent pas à mobiliser les ressources nécessaires pour leur entretien. Le financement des infrastructures municipales pose donc problème. Le constat est clair dans le monde municipal : il faut plus d'argent, de prévisibilité, de récurrence et de flexibilité du financement des infrastructures.

Le Fonds pour le développement des collectivités du Canada (FDCC) (anciennement Fonds de la taxe sur l'essence) est un outil de financement des infrastructures reconnu. Toutefois, le gouvernement du Canada ne reconnaît pas les priorités déterminées par les communautés. Cette situation doit être modifiée et le gouvernement du Canada doit cesser

de refuser les projets municipaux de construction d'hôtels de ville, de casernes, de garages et de travaux de réfection des barrages importants pour les territoires. De plus, la concertation avec le gouvernement du Québec laisse à désirer, ce qui prive les municipalités d'un système de financement des infrastructures cohérent. Finalement, le caractère ponctuel de certains programmes répondant à des impératifs politiques ne procure pas la prévisibilité nécessaire aux municipalités. Il faut développer une vision à long terme et cohérente du financement d'infrastructures afin que l'argent des contribuables soit investi stratégiquement, autant dans le choix de projets que pour éviter les déficits d'entretien.

Aussi, la FQM demande la mise en place d'un Fonds pour le développement des collectivités bonifié, flexible et stable, s'appuyant sur la planification des municipalités, permettant une prévisibilité des investissements sur plusieurs années et qui résulterait d'une entente avec le gouvernement du Québec.

ADAPTER LES TERRITOIRES

Pour que le gouvernement fédéral s'attaque aux changements climatiques

Les effets des changements climatiques sont déjà réels et la FQM demande depuis longtemps des investissements massifs pour lutter contre ses impacts dans les régions du Québec.

En particulier, la FQM et ses membres demandent au gouvernement fédéral un effort massif et coordonné avec le gouvernement du Québec pour permettre l'adaptation des territoires aux problématiques d'érosion, d'inondations et aux épisodes de vents violents qui se multiplient avec les changements observés au climat.

L'urgence de réaliser l'engagement fédéral de planter 2 milliards d'arbres pour lutter contre les changements climatiques

En plus d'être un secteur économique important, la forêt est un outil incontournable dans notre lutte contre les changements climatiques. Nous ne pouvons cependant que constater que l'engagement du fédéral de planter 2 milliards d'arbres fait du surplace. Jusqu'à tout récemment, aucun arbre n'avait été planté et la plantation prévue d'ici la fin de l'année est nettement insuffisante.

Afin de rattraper le temps perdu, la FQM demande au gouvernement fédéral de :

- Confier la gestion de la démarche au gouvernement du Québec pour une mise en œuvre rapide;
- Cibler particulièrement les boisés privés dont les propriétaires seront en mesure de réaliser rapidement les plantations;
- Associer les acteurs locaux, dont les MRC, de façon systématique pour assurer la réussite de la démarche.

Un gouvernement fédéral partenaire des municipalités locales et régionales

La FQM demande que le parlement canadien adopte une loi-cadre afin de régir l'arrimage entre la réglementation locale et les règles s'appliquant aux sociétés de compétence fédérale, et qui assure le respect des compétences municipales en matière de gestion du territoire.

Cette loi doit permettre notamment aux municipalités de réglementer la vitesse des embarcations à moteurs sur les lacs et les cours d'eau du Québec et enfin régler les problèmes découlant des comportements excessifs observés dans plusieurs régions.